



Rapport financier semestriel **2012**

Table des matières

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

4	Rapport semestriel d'activité
9	Comptes consolidés intermédiaires résumés
10	Etats financiers
16	Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés
31	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés
32	Responsables du document

Rapport semestriel d'activité

1. Situation de la société et activité au cours du 1^{er} semestre 2012

Dans un contexte économique difficile, la recette de péage affiche une légère progression de 0,3% au 1^{er} semestre. Cette croissance provient de la hausse des tarifs (+1,5%) et de la montée en puissance du Duplex A86 pour 0,9% (Tunnel reliant Rueil-Malmaison à Vélizy et exploité en totalité depuis le 9 janvier 2011), compensées partiellement par une baisse du trafic de 2,1% sur le réseau interurbain (VL -1,5%, PL -5,1%).

Les investissements s'élèvent à 103 millions d'euros, contre 84 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Ils concernent pour l'essentiel les travaux du « Paquet vert autoroutier », objet de l'avenant 14 au contrat de concession, qui se poursuivent à un rythme soutenu et sont réalisés à 73% au 30 juin.

2. Trafic

Sur le réseau interurbain, l'ensemble du trafic souffre d'une conjoncture économique dégradée, conjuguée à un calendrier scolaire et une météo défavorables. Le prix élevé du carburant et le décalage sur juillet du début des vacances scolaires ont pesé sur le trafic des véhicules légers qui a régressé de 1,5% sur le semestre. Le trafic poids lourds, dont la baisse est amplifiée par la crise qui sévit en Espagne et au Portugal, s'est replié de 5,1%. Pour l'ensemble du semestre, le trafic à réseau stable, mesuré en kilomètres parcourus, est en retrait global de 2,1%.

Le Duplex A86 bénéficie d'une forte montée en charge de son trafic, conforme aux prévisions. Le nombre de transactions, qui a progressé de 28% au cours du 1^{er} semestre, atteint en juin une moyenne hebdomadaire les jours ouvrés de 27 360 véhicules / jour (contre 22 400 véhicules / jour en juin 2011), avec des pics journaliers supérieurs à 30 000 véhicules. Cet ouvrage apporte une croissance additionnelle de trafic de 0,9%, ce qui limite le retrait du trafic total à 1,2% au 1^{er} semestre.

3. Chiffre d'affaires d'exploitation

Les tarifs ont augmenté au 1^{er} février 2012 de 2,53 % pour les véhicules légers (classe 1), de 3,51% pour les poids lourds (classe 4), conformément au contrat de plan et à l'application de l'avenant 15 du contrat de concession qui compense sur deux ans la hausse de la Taxe d'Aménagement du Territoire applicable au 1^{er} janvier 2011.

Sous l'effet conjugué du trafic et des tarifs, le chiffre d'affaires péage progresse de 0,3% à 555,2 millions d'euros. Les revenus des activités annexes s'établissent à 10,5 millions d'euros, et le chiffre d'affaires d'exploitation atteint 565,7 millions d'euros, soit une progression de +0,5% sur le semestre.

4. Travaux neufs et amélioration du réseau en service

4.1. Duplex A86 (6 millions d'euros)

Les investissements initiaux sur ce projet se terminent. Des travaux de parachèvement se sont poursuivis sur les bâtiments d'exploitation et sur les équipements.

4.2. Travaux d'amélioration du réseau interurbain (80 millions d'euros)

Les investissements destinés à améliorer l'impact environnemental du réseau, qui ont fait l'objet du 14ème avenant « Paquet vert autoroutier », sont en phase active et l'achèvement de ces travaux est programmé pour mars 2013. L'avancement des 400 chantiers est conforme à la programmation initiale. Les travaux en cours de réalisation concernent notamment la mise en place de voies de télépéage sans arrêt : 4 voies sont installées en sortie, 2 voies supplémentaires en entrée seront opérationnelles fin 2012 sur la barrière de Saint Arnoult, tandis que la barrière de Monnaie sera dotée de 4 voies en entrée et 4 voies en sortie pour mars 2013. Les autres travaux ont permis la mise en service de parkings de covoiturage aux sorties de Poitiers Nord, d'Ablis et d'Auvours, la construction d'aménagements hydrauliques pour le traitement des rejets sur les sections d'autoroutes les plus anciennes, et la poursuite de l'éco-rénovation des aires ; 45 aires de repos sont désormais rénovées.

Les travaux du contrat de plan sont progressivement engagés. Ils concernent à ce stade les études de l'élargissement de l'A71 entre Theillay et Vierzon et celui de l'A10 entre Chambray et la bifurcation A10/A85, les travaux de création de refuges et de zones d'arrêts sécurisés et de mise en place du télépéage sans arrêt sur la totalité des barrières du réseau. Par ailleurs, les travaux occasionnés par la construction de la nouvelle ligne LGV Tours - Bordeaux dont le tracé longe l'A85 et l'A10 entre Tours et Poitiers sont en cours avec la réalisation de déviations provisoires d'autoroute pour permettre la réalisation d'ouvrage de franchissement. Les travaux de la ligne concernent également le déplacement de deux aires dont une aire de services et d'un bâtiment d'exploitation.

Enfin, dans le cadre des phases 2 de l'avenant 11, la refonte de l'échangeur de Gatignolle a démarré début 2012 pour s'achever fin 2013.

5. Exploitation du réseau

Le déploiement de la marque VINCI Autoroutes se poursuit sur le réseau, la relation clients est au coeur des réflexions avec la création de Groupes Clients Experts. De nombreuses animations sont proposées lors des grands départs sur les aires du réseau et de nouveaux services, comme l'application Vinci Autoroutes, améliorent l'information.

Cofiroute, membre fondateur de la Fondation VINCI Autoroutes pour une conduite responsable, mène des actions concrètes. Au 1er semestre, ont eu lieu l'opération « Adoptez le réflexe éthylotest » avec la distribution d'éthylotest lors du week-end de l'Ascension, opération menée conjointement avec l'association « 40 millions d'automobilistes », ainsi qu'une campagne d'affichage destinée à interpeller les conducteurs sur la nécessité de respecter les règles de sécurité à l'approche des zones d'intervention des hommes en jaune.

Dans le cadre de la politique de prévention de Vinci Autoroutes et de la lutte contre les accidents du travail, une démarche « Maîtrise d'ouvrage zéro accident » a été lancée. Elle se traduit par un renforcement des exigences à l'égard des intervenants externes et de nouvelles mesures de contrôle. Les objectifs partagés en matière de sécurité au travail feront l'objet d'engagements contractuels.

En juin 2012, l'exercice de sécurité du tunnel d'Angers - Avrillé s'est parfaitement déroulé montrant la maîtrise des procédures de tous les intervenants et la bonne coordination des secours.

Le taux de transactions automatiques poursuit sa progression ; il est de 91,4 % fin juin 2012 contre 89,5% fin 2011. Cette situation est le fruit de la forte progression du nombre de badges abonnés, dont la commercialisation est désormais confiée à l'Emetteur VINCI Autoroutes.

6. Relation avec l'Etat concédant

Contrat de concession interurbain

Le 3ème contrat de plan entre l'Etat et Cofiroute et le 16ème avenant au contrat de concession interurbain de Cofiroute ont été signés le 14 décembre dernier et le décret d'approbation a été publié au journal officiel le 27 décembre 2011. Les investissements à réaliser sont évalués à un montant global de 213 millions d'euros (€ 2008). En contrepartie Cofiroute appliquera une hausse tarifaire additionnelle annuelle de 15% de l'inflation (prise en compte de l'inflation à hauteur de 0,85i au lieu de 0,70i), plus une partie fixe de 0,48%, jusqu'en 2014.

Dans le cadre du « Paquet vert autoroutier », les réunions de suivi avec les services de l'Etat se déroulent trimestriellement. Des réunions de suivi du contrat de plan sont également programmées.

7. Comptes semestriels consolidés

7.1. Chiffre d'affaires

En application de la norme IFRIC 12 concernant les contrats de concession de service public, le chiffre d'affaires consolidé est constitué par un chiffre d'affaires d'exploitation, fruit de la perception du péage sur le réseau et des activités annexes réalisées par Cofiroute et ses filiales, et par un chiffre d'affaires construction correspondant aux investissements sur les infrastructures réalisées pour le compte de l'Etat.

Le chiffre d'affaires d'exploitation consolidé s'établit, au 30 juin 2012, à 565,7 millions d'euros, contre 562,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, soit une progression de 0,5%.

Le chiffre d'affaires construction s'élève à 76,1 millions d'euros contre 60,9 millions d'euros au 30 juin 2011 (+ 25,0%). La progression de cette activité de maîtrise d'ouvrage est notamment liée aux travaux du 14^{ème} avenant et du contrat de plan. Il convient de rappeler que Cofiroute n'affecte pas de marge à cette activité qui donne lieu à l'inscription au compte de résultat d'une charge de construction d'égal montant.

En cumul, le chiffre d'affaires s'établit à 641,8 millions d'euros, à comparer à 623,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

7.2. EBITDA

L'EBITDA s'établit à 396,9 millions d'euros contre 395,1 millions d'euros l'année précédente, soit une progression de 1,8 million d'euros (+0,5%) par rapport à 2011, cohérente avec la croissance du chiffre d'affaires. Le Duplex A86, dont le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 18,3 millions d'euros, contribue à cette croissance à hauteur de 4,9 millions d'euros.

7.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel progresse de 0,6% à 274,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre 272,9 millions d'euros en 2011.

7.4. Résultat financier

Le coût de l'endettement financier net diminue de 1,1 million d'euros, pour s'élever à - 64,9 millions d'euros. Par contre, l'actualisation de la provision pour maintien en l'état de

l'infrastructure, appliquée conformément aux normes IFRS, a un impact négatif en raison de la baisse des taux, et le résultat financier se dégrade à -70,7 millions d'euros, contre -64,0 millions d'euros au 30 juin 2011.

7.5. Résultat net

Avec une charge d'impôts de 74,2 millions d'euros, incluant la majoration du taux d'impôt de 5%, le résultat net s'établit à 129,5 millions d'euros, contre 135,7 millions d'euros l'année précédente.

7.6. Bilan consolidé

L'endettement net fin juin 2012 s'élève à 2 978 millions d'euros, à comparer à 3 039 millions d'euros au 30 juin 2011.

8. Comptes sociaux

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires semestriel progresse de 1,9 million d'euros et s'établit à 561,4 millions d'euros, avec une recette de péage de 555,2 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation progresse de 4,2 millions d'euros à 269,9 millions d'euros, le résultat financier varie de - 0,6 million d'euros à - 63,2 millions d'euros.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel de + 0,9 million d'euros et d'une charge d'impôts de 74,9 millions d'euros incluant la majoration de taux d'impôt de 5%, le résultat net de la période reste identique à celui du 1^{er} semestre 2011 à 132,7 millions d'euros.

9. Événements importants survenus depuis le 30 juin 2012

Depuis la clôture de l'exercice il n'est survenu aucun événement significatif.

10. Principaux risques et principales incertitudes pour le second semestre 2012

L'évolution du trafic est impactée par le contexte économique et social. Le trafic des véhicules légers est exposé à l'évolution du carburant à la pompe et à la consommation des ménages, tandis que le redressement du trafic des poids lourds reste conditionné par la croissance économique du 2nd semestre en France, et dans une moindre mesure, sur la péninsule ibérique.

11. Composition du Conseil d'Administration

Au 30 juin 2012 le Conseil d'Administration est composé de :

Pierre Coppey, Président

Patrick Faure

Henri Stouff

Christian Saint-Etienne

VINCI Autoroutes, représentée par Xavier Huillard

Cofiroute Holding, représentée par Bernard Huvelin

Colas, représentée par Hervé Le Bouc

VINCI Construction, représentée par Richard Francioli

12. Répartition du capital social

Le capital social de Cofiroute au 30 juin 2012 est ainsi réparti :

→ VINCI AUTOROUTES	65,33 %
→ COFIROUTE HOLDING	17,99 %
→ COLAS	16,67 %
→ Autres	0,01 %

Aucune portion du capital de la société n'est détenue par les salariés.

Sommaire

des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2012

Compte de résultat de la période
Etat du résultat global de la période
Bilan consolidé
Tableau des flux de trésorerie consolidés
Variation des capitaux propres consolidés

Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés

A. Saisonnalité de l'activité

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1. Principes généraux
2. Méthodes de consolidation
3. Règles et méthodes d'évaluation

C. Notes relatives au compte de résultat

4. Chiffre d'affaires
5. Résultat opérationnel
6. Charges et produits financiers
7. Impôt sur les bénéfices
8. Résultat par action

D. Notes relatives au bilan

9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé
10. Immobilisations corporelles
11. Autres actifs financiers non courants
12. Capitaux propres
13. Paiement en actions
14. Provisions non courantes
15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes
16. Informations relatives à l'endettement financier net
17. Informations relatives à la gestion des risques financiers

E. Autres notes

18. Transactions avec les parties liées
19. Obligations contractuelles et autres engagements donnés ou reçus

F. Litiges et arbitrages

G. Evénements postérieurs à la clôture

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2012

Compte de résultat de la période

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011	2011
CHIFFRE D'AFFAIRES	4	641,8	623,7	1 331,4
<i>dont :</i>				
<i>Chiffre d'affaires d'exploitation</i>		565,7	562,8	1 202,0
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession</i>		76,1	60,9	129,4
Produits des activités annexes		3,7	1,0	2,3
Charges opérationnelles	5	- 370,0	- 351,0	- 729,9
RESULTAT OPERATIONNEL SUR ACTIVITE		275,5	273,8	603,8
Paiements en actions	13	- 1,1	- 0,9	- 2,1
Résultats des sociétés mises en équivalence		0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	5	274,4	272,9	601,7
Coût de l'endettement financier brut		- 67,4	- 68,4	- 138,7
Produits financiers des placements de trésorerie		2,5	2,3	4,7
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	6	- 64,9	- 66,1	- 134,0
Autres produits financiers	6	0,1	2,5	0,6
Autres charges financières	6	- 5,8	- 0,4	- 4,1
Impôts sur les bénéfices	7	- 74,2	- 73,2	- 170,0
RÉSULTAT NET		129,5	135,7	294,2
Résultat net - Part des intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
RESULTAT NET- Part du Groupe		129,5	135,7	294,2
RÉSULTAT NET par action (en euros) - Part du Groupe	8	31,9	33,4	72,5

Etat du résultat global de la période

(en millions d'euros)	1er semestre 2012	1er semestre 2011	2011
RÉSULTAT NET	129,5	135,7	294,2
Instruments financiers des sociétés contrôlées: variation de juste valeur	2,2	4,7	5,0
<i>dont :</i>			
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Couverture de flux de trésorerie (*)</i>	2,2	4,7	5,0
Instruments financiers des sociétés mises en équivalence: variation de juste valeur	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	0,1	- 0,2	0,1
Impôts (**)	- 0,7	- 1,6	- 1,7
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	1,5	2,8	3,3
RÉSULTAT GLOBAL	131,0	138,6	297,5

(*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

(**) Dont - 0,7 million d'euros d'effets d'impôts rattachés aux variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (part efficace) (contre -1,6 million d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Bilan consolidé

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	9	5 276,3	5 330,8	5 298,6
Goodwill		0,0	0,0	0,0
Autres immobilisations incorporelles		1,9	0,9	1,6
Immobilisations corporelles du domaine concédé	10	408,8	404,1	409,1
Immobilisations corporelles	10	9,2	7,5	8,2
Participations dans les sociétés mises en équivalence		0,1	0,1	0,1
Autres actifs financiers non courants	11	109,2	23,2	75,2
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		5 805,4	5 766,7	5 792,8
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	15	1,8	1,8	1,0
Clients	15	86,9	87,1	76,9
Autres actifs courants d'exploitation	15	24,9	29,0	37,1
Autres actifs courants hors exploitation		0,0	0,1	0,0
Actifs d'impôt exigible		5,4	7,3	0,0
Autres actifs financiers courants	17	133,0	71,1	136,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	16	347,9	10,4	322,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	16	12,1	290,1	76,5
TOTAL ACTIFS COURANTS		612,1	496,9	650,5
TOTAL ACTIFS		6 417,5	6 263,6	6 443,3

Bilan consolidé

Passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Capitaux propres				
Capital Social		158,3	158,3	158,3
Réserves consolidées		1 825,8	1 826,9	1 691,3
Réserves de conversion		- 0,3	- 0,7	- 0,4
Résultat net de la période - Part du Groupe		129,5	135,7	294,2
Opérations enregistrées directement en capitaux propres		- 0,4	- 2,0	- 1,8
CAPITAUX PROPRES - Part du Groupe	12	2 112,9	2 118,2	2 141,6
Intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 112,9	2 118,2	2 141,6
Passifs non courants				
Provisions non courantes	14	13,1	22,9	12,5
Emprunts obligataires	16	2 326,3	2 240,5	2 293,8
Autres emprunts et dettes financières	16	1 087,6	1 107,9	1 089,8
Autres passifs non courants		2,3	1,6	1,4
Impôts différés passifs		246,6	337,4	248,0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		3 676,1	3 710,3	3 645,6
Passifs courants				
Provisions courantes	15.2	205,8	192,4	196,6
Fournisseurs	15.1	26,0	21,9	27,0
Dettes sur immobilisations		43,7	43,9	43,2
Autres passifs courants d'exploitation	15.1	89,7	92,3	93,5
Passifs d'impôt exigible		97,3	0,0	109,7
Dettes financières courantes	16 - 17	166,1	84,6	186,2
TOTAL PASSIFS COURANTS		628,5	435,1	656,2
TOTAL PASSIFS & CAPITAUX PROPRES		6 417,5	6 263,6	6 443,3

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011	2011
RESULTAT NET CONSOLIDE DE LA PERIODE		129,5	135,7	294,2
Dotations nettes aux amortissements	5	124,3	123,2	248,8
Dotations (reprises) nettes aux provisions		4,8	- 2,3	1,4
Paiements en actions et autres retraitements	13	- 0,9	- 1,0	- 1,1
Résultat sur cessions		0,1	0,3	0,9
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et dividendes des sociétés non consolidées		- 0,0	- 0,0	- 0,2
Coûts d'emprunt immobilisés		0,0	0,0	0,0
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	6	64,9	66,1	134,0
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	7	74,2	73,2	170,0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de financement et impôts		396,9	395,1	848,0
Variations du BFR liées à l'activité et des provisions courantes	15	1,3	- 1,6	6,4
Impôts payés		- 93,2	- 82,9	- 161,2
Intérêts financiers nets payés	6	- 83,9	- 85,8	- 133,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0,0	0,0	0,0
FLUX DE TRESORERIE liés à l'activité	I	221,1	224,9	559,8
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>		- 1,0	- 0,9	- 2,2
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>		0,1	0,0	0,0
Investissements opérationnels (net de cessions)		- 0,9	- 0,9	- 2,2
Cash flow opérationnel		220,1	224,0	557,6
Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)	9	- 101,6	- 72,7	- 172,1
Cash flow libre (après investissements)		118,6	151,3	385,5
Dividendes reçus des sociétés non consolidées		0,0	0,0	0,2
Incidence nette des variations de périmètre (*)		0,0	0,0	0,5
Autres		0,0	0,0	0,0
FLUX DE TRESORERIE liés aux opérations d'investissements	II	- 102,4	- 73,6	- 173,6
Dividendes payés aux actionnaires de Cofiroute SA	12.2	- 158,5	- 169,6	- 305,3
Encaissements liés aux nouveaux emprunts long terme	16	4,8	6,6	6,7
Remboursements d'emprunts long terme	16	- 3,5	- 6,3	- 7,1
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes	17	- 25,7	0,1	- 311,7
FLUX NETS DE TRESORERIE liés aux opérations de financement	III	- 183,0	- 169,2	- 617,4
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	I + II + III	- 64,4	- 17,9	- 231,2
Trésorerie nette à l'ouverture		76,5	307,7	307,7
Autres variations		- 0,1	0,3	0,0
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE		12,1	290,1	76,5
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie		25,7	- 0,1	311,7
(Émission) remboursement des emprunts		- 1,3	- 0,3	0,4
Autres variations		20,2	21,4	1,9
Incidence des variations de juste valeur		1,0	2,9	2,2
Incidence des variations des cours de devises		- 0,0	- 0,2	0,0
VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET	16	- 18,7	5,9	85,1
Endettement net en début de période		- 2 959,5	- 3 044,5	- 3 044,5
ENDETTEMENT NET EN FIN DE PERIODE		- 2 978,2	- 3 038,7	- 2 959,5

(*) Dont endettement financier net de sociétés intégrées sur la période.

Variation des capitaux propres consolidés

	Capitaux Propres - Part du Groupe							Total
	Capital social	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Résultat net	Total	Minoritaires	
<i>(en millions d'euros)</i>								
CAPITAUX PROPRES 31/12/2010	158,3	1 685,8	- 0,4	- 5,0	311,6	2 150,2	0,0	2 150,2
Résultat net de la période					294,2	294,2		294,2
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres			0,1	3,3		3,3		3,3
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	0,0	0,0	0,1	3,3	294,2	297,5	0,0	297,5
Affectation de résultat et dividendes distribués		6,3			- 311,6	- 305,3		- 305,3
Paiements en actions		- 0,9				- 0,9		- 0,9
CAPITAUX PROPRES 31/12/2011	158,3	1 691,2	- 0,4	- 1,8	294,2	2 141,6	0,0	2 141,6
Résultat net de la période					129,5	129,5		129,5
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres			0,1	1,4		1,5		1,5
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	0,0	0,0	0,1	1,4	129,5	131,0	0,0	131,0
Affectation de résultat et dividendes distribués		135,7			- 294,2	- 158,5		- 158,5
Paiements en actions		- 1,1				- 1,1		- 1,1
CAPITAUX PROPRES 30/06/2012	158,3	1 825,8	- 0,3	- 0,3	129,5	2 112,9	0,0	2 112,9

Annexe aux comptes consolidés

A. Saisonnalité de l'activité

Le premier semestre de l'exercice est marqué par un volume d'activité inférieur à celui de la seconde partie de l'année, en raison du niveau élevé du trafic constaté au cours de la période estivale.

Le niveau de chiffre d'affaires et celui des résultats ne peuvent donc pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté semestriel.

Les risques nés dans le semestre sont provisionnés à la clôture de la période.

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2012. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Ils se réfèrent aux comptes consolidés annuels au 31 décembre 2011 présentés dans le rapport financier 2011, déposé auprès de l'AMF le 6 mars 2012.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2012, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002.⁽¹⁾

Les principes comptables retenus au 30 juin 2012 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2011, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables à partir du 1er janvier 2012 (voir note B.1.1 « normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} Janvier 2012 »).

1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2012

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2012, sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012, sont les suivantes :

- IFRS 7 amendée « Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ».

⁽¹⁾ Disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

1.2 Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2012

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2012 :

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 « Consolidation » ;
- IFRS 11 « Accords conjoints » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 27 révisée « Etats financiers individuels » ;
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ».

Autres normes :

- IFRS 7 amendée « Informations à fournir sur les compensations d'actifs et de passifs financiers » ;
- IAS 32 amendée « Compensation d'actifs et de passifs financiers » ;
- IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers » ;
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur » ;
- IAS 1 amendée « Présentation des éléments du résultat global » ;
- IAS 19 amendée « Avantages au personnel ».

Normes non applicables car non encore approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2012 :

- IAS 12 amendée « Recouvrement des actifs sous-jacents ».

Le Groupe mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

2. Méthodes de consolidation

2.1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe Cofiroute détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés suivantes dont le Groupe détient 100 % du capital :

- COFIROUTE PARTICIPATIONS
- COFIROUTE CORPORATION, SR 91 et COFIROUTE USA
- COFIROUTE UK LTD
- SERA (Société d'Exploitation de Radiodiffusion Autoroutière)

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Cela concerne la société :

- Le CROSSING COMPANY LIMITED détenue à 42,86 % par COFIROUTE UK LTD.

Le Groupe ne détient aucune société contrôlée conjointement.

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités dont le chiffre d'affaires est inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Évolution du périmètre de consolidation :

(en nombre de sociétés)	30/06/2012			31/12/2011			30/06/2011		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	7	3	4	7	3	4	6	2	4
Mise en équivalence	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Total	8	3	5	8	3	5	7	2	5

Le périmètre de consolidation est inchangé sur le 1^{er} semestre 2012.

2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actifs et de passifs, de produits et de charges entre entreprises consolidées, sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales contrôlées ;
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

2.3. Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe (euros) sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

2.4. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période.

Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres charges et produits financiers au compte de résultat.

3. Règles et méthodes d'évaluation

3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Dans le contexte actuel de la crise économique, touchant de nombreux pays, notamment en Europe, les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- Evaluations retenues pour les tests de pertes de valeur ;
- Valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2) ;
- Evaluations des engagements de retraite ;
- Evaluations des provisions ;
- Détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19) ;
- Valorisation des instruments financiers à la juste valeur.

3.2. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

3.2.1 Evaluation de la charge d'impôt

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

3.2.2 Engagements de retraites

Il n'est pas effectué de calcul actuariel à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraites est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2012 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2011.

C. Notes relatives au compte de résultat

4. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1er semestre 2012	1er semestre 2011	2011
Chiffre d'affaires - Recettes de péage	555,2	553,5	1 180,2
Chiffre d'affaires - Autres	10,5	9,3	21,8
CHIFFRE D'AFFAIRES D'EXPLOITATION	565,7	562,8	1 202,0
Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession	76,1	60,9	129,4
Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession	76,1	60,9	129,4
CHIFFRE D'AFFAIRES	641,8	623,7	1 331,4

La progression de la recette péage de 0,3% se décompose comme suit :

- Trafic à réseau stable : -2,1%
- Impact du duplex A86 : + 0,9%
- Effet tarif : +1,5%

5. Résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1er semestre 2012	1er semestre 2011	2011
CHIFFRE D'AFFAIRES	641,8	623,7	1 331,4
dont:			
<i>Chiffre d'affaires d'exploitation</i>	565,7	562,8	1 202,0
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession</i>	76,1	60,9	129,4
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	3,7	1,0	2,3
Charges de construction	- 76,1	- 60,9	- 129,4
Achats consommés	- 6,5	- 6,4	- 14,5
Services extérieurs	- 35,0	- 39,9	- 89,1
Impôts et taxes	- 67,0	- 66,3	- 141,0
Charges de personnel	- 57,9	- 55,3	- 110,3
Autres produits et charges opérationnels	- 0,1	- 0,3	- 0,9
Amortissements	- 124,3	- 123,2	- 248,8
Dotations nettes aux provisions et autres	- 3,1	1,2	4,2
CHARGES OPERATIONNELLES D'EXPLOITATION	- 370,0	- 351,0	- 729,9
RESULTAT OPERATIONNEL SUR ACTIVITE	275,5	273,8	603,8
<i>% du chiffre d'affaires (*)</i>	<i>48,7%</i>	<i>48,6%</i>	<i>50,2%</i>
Paiements en actions	- 1,1	- 0,9	- 2,1
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,0	0,0	0,0
RESULTAT OPERATIONNEL	274,4	272,9	601,7
<i>% du chiffre d'affaires (*)</i>	<i>48,5%</i>	<i>48,5%</i>	<i>50,1%</i>

(*) % calculé sur chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces.

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant prise en compte des charges associées aux paiements en actions (IFRS 2) et de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence.

6. Charges et produits financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	-67,4	-68,4
Produits financiers des placements de trésorerie	2,5	2,3
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-64,9	-66,1
Autres produits financiers	0,1	2,5
Autres charges financières	-5,8	-0,4
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-5,7	2,1

Le coût de l'endettement financier net s'élève à -64,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre -66,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette amélioration de 1,2 million d'euros d'un semestre à l'autre s'explique principalement par la baisse des taux observée sur la période.

Le solde des autres charges et produits financiers ressort à -5,7 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 2,1 millions d'euros au 30 juin 2011. La variation observée s'explique essentiellement par la révision à la hausse de la provision pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

7. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 74,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre 73,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Le taux effectif d'impôt, hors incidence des paiements en actions, est de 36,45 % au 1^{er} semestre 2012 contre 35,03 % au 1^{er} semestre 2011.

Cette augmentation du taux effectif d'impôt provient, pour l'essentiel, de l'application dès le 1^{er} semestre 2012 de la majoration de 5% de l'impôt sur les bénéfices dû par les sociétés françaises dont le chiffre d'affaires excède 250 millions d'euros, intervenue sur le 2nd semestre 2011.

8. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est de 4 058 516 sans changement sur les derniers exercices. La société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions à prendre en considération pour le calcul du résultat par action, de base et dilué en 2012 et en 2011, est de 4 058 516.

D. Notes relatives au bilan

9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

9.1. Ventilation des immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coût des infrastructures en service (*)	Avances et Encours	Total
Valeur brute			
Au 31/12/2010	6 673,9	806,1	7 480,0
Acquisitions de l'exercice	62,3	67,1	129,4
Autres mouvements	897,6	- 790,9	106,6
	7 633,8	82,3	7 716,0
Subventions reçues	- 1,9	0,0	- 1,9
Au 31/12/2011	7 631,9	82,3	7 714,2
Acquisitions de l'exercice	3,6	72,5	76,1
Autres mouvements	24,2	- 24,1	0,1
	7 659,7	130,7	7 790,3
Subventions reçues	0,2	0,0	0,2
Au 30/06/2012	7 659,9	130,7	7 790,6
Amortissements			
Au 31/12/2010	- 2 219,5		- 2 219,5
Amortissements de la période	- 196,1		- 196,1
Autres mouvements	0,0		0,0
Au 31/12/2011	- 2 415,5		- 2 415,5
Amortissements de la période	- 98,7		- 98,7
Autres mouvements	0,0		0,0
Au 30/06/2012	- 2 514,3		- 2 514,3
Valeur nette			
Au 31/12/2010	4 454,4	806,1	5 260,5
Au 31/12/2011	5 216,4	82,3	5 298,6
Au 30/06/2012	5 145,6	130,7	5 276,3

(*) Subventions déduites

Les acquisitions du 1^{er} semestre s'élèvent à 76,1 millions d'euros (contre 60,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011), investissements réalisés par Cofiroute dans le cadre de ses contrats de concession.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé comprennent des acquisitions d'immobilisations en cours pour un montant de 72,5 millions d'euros au 30 juin 2012, relatives, pour l'essentiel, au contrat de plan et au 14^{ème} avenant qui concerne l'amélioration de l'impact environnemental du réseau.

9.2. Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Dans le cadre des contrats de concession qu'il a conclus, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné à exploiter, en tant que société concessionnaire. Le contrat de plan pour la période 2011-2014, définissant principalement les investissements à réaliser et le dispositif tarifaire applicable, est en cours d'exécution.

Disposant d'un cadre contractuel bien défini, Cofiroute bénéficie d'une bonne visibilité sur ses perspectives.

Dans le cadre du 14^{ème} avenant au contrat de concession interurbain signé le 26 mars 2010, Cofiroute s'est engagée à consacrer, en trois ans, 191 millions d'euros constants (215 Millions d'euros courants) à l'amélioration de l'impact environnemental du réseau (protection de la ressource en eau, préservation de la biodiversité, réduction des émissions de CO2, éco-rénovation des aires, protections acoustiques). Dans le cadre de cet avenant signé en mars 2010, la durée de concession a été prolongée d'un an, soit une fin de concession fixée au 31 décembre 2031.

Au 30 juin 2012, le montant d'engagements d'investissements prévus pour les cinq prochaines années, dans le cadre des contrats de concession, concerne principalement le réseau interurbain pour 882,0 millions d'euros et 43,4 millions d'euros pour l'A86 (contre 904,0 millions d'euros pour le réseau interurbain et 51,2 millions d'euros pour l'A86, au 31 décembre 2011).

10. Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Immobilisations corporelles du domaine concédé	Terrains	Agencements	Matériels, Installations techniques et autres	Total
Valeur brute					
Au 31/12/2010	763,1	1,0	7,0	27,7	798,7
Acquisitions de l'exercice	53,8	0,0	0,0	1,0	54,8
Sorties de l'exercice	- 5,4	- 0,0	0,0	- 0,1	- 5,5
Autres mouvements	- 107,5	0,3	0,1	- 0,4	- 107,5
Au 31/12/2011	704,0	1,2	7,1	28,2	740,5
Acquisitions de l'exercice	26,0	0,0	0,0	0,7	26,7
Sorties de l'exercice	- 2,2	- 0,1	0,0	0,0	- 2,3
Autres mouvements	- 1,2	0,2	0,1	1,0	- 0,1
Au 30/06/2012	726,6	1,3	7,2	29,8	764,9
Amortissements					
Au 31/12/2010	- 247,8		- 5,6	- 21,4	- 274,7
Amortissements de la période	- 51,5		- 0,5	- 1,0	- 53,0
Sorties de l'exercice	4,4		0,0	0,0	4,5
Autres mouvements	0,0		0,0	0,0	0,0
Au 31/12/2011	- 294,9		- 6,0	- 22,3	- 323,2
Amortissements de la période	- 24,9		- 0,2	- 0,7	- 25,8
Sorties de l'exercice	2,0		0,0	0,0	2,0
Autres mouvements	0,0		0,0	- 0,0	- 0,0
Au 30/06/2012	- 317,8		- 6,2	- 23,0	- 347,0
Valeur nette					
Au 31/12/2010	515,2	1,0	1,4	6,3	524,0
Au 31/12/2011	409,1	1,2	1,1	5,9	417,3
Au 30/06/2012	408,8	1,3	1,0	6,8	417,9

11. Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Actifs disponibles à la vente	0,3	0,4	0,3
Autres actifs financiers non courants	0,1	0,0	0,1
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants (*)	108,8	22,8	74,8
AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	109,2	23,2	75,2

(*) Voir note D.17 : informations relatives à la gestion des risques financiers

Les produits dérivés actifs correspondent à des swaps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur d'emprunts obligataires. L'augmentation de leurs justes valeurs compensée par une réévaluation symétrique des éléments couverts est à mettre en relation avec la baisse continue des taux observée sur les 12 derniers mois.

Les actifs disponibles à la vente s'élèvent à 0,3 million d'euros au 30 juin 2012. Ils comprennent des titres de participation non cotés dans des filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par Cofiroute.

12. Capitaux propres

12.1. Opérations constatées directement en capitaux propres

Les tableaux suivants détaillent les mouvements sur ces éléments par nature d'instruments financiers :

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Couverture de flux de trésorerie		
Réserve à l'ouverture	- 2,7	- 7,7
Variations de juste valeur de la période	2,3	5,2
Eléments de juste valeur constatés en résultat	- 0,1	- 0,2
RESERVE BRUTE AVANT EFFET D'IMPOT A LA CLOTURE	- 0,6	- 2,7
Total des éléments constatés directement en capitaux propres		
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	- 0,6	- 2,7
Effet d'impôt associé	0,2	0,9
RESERVE NETTE D'IMPOT	- 0,4	- 1,8

Les variations de juste valeur constatées dans le compte de résultat de l'exercice concernent principalement la couverture d'emprunt à taux variable (mise en place de swap payeurs taux fixe et receveurs taux variable). Ces opérations sont décrites en note C.17.1.3 « Description des opérations de couverture de flux de trésorerie » du rapport financier 2011, déposé à l'AMF le 6 mars 2012.

12.2. Dividendes

Les dividendes attribués au titre des exercices 2011 et 2010 s'analysent de la façon suivante :

	2011	2010
Dividende par action (en euros)		
Acompte sur dividende	33,44	35,00
Solde du dividende	39,06	41,78
DIVIDENDE NET GLOBAL	72,50	76,78
Montant du dividende (en millions d'euros)		
Acompte sur dividende	135,7	142,0
Solde du dividende	158,5	169,6
DIVIDENDE NET GLOBAL	294,2	311,6

Cofiroute a procédé au versement du solde du dividende 2011 le 15 avril 2012 pour un montant de 158,5 millions d'euros.

13. Paiements en action

Les salariés du groupe Cofiroute bénéficient de plans d'options d'achat, de plans d'actions gratuites et du plan d'épargne Groupe octroyés par la société mère VINCI. La charge globale comptabilisée au 30 juin 2012 au titre des paiements en actions s'est élevée à 1,1 million d'euros dont 0,1 million d'euros au titre du plan d'épargne Groupe, contre 0,9 million d'euros au 30 juin 2011.

Concernant le plan d'épargne Groupe, le Conseil d'Administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote de 10 % par rapport à une moyenne sur 20 jours du cours de bourse. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement de leur entreprise plafonné à 3 500 euros par an. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2 sur la base des hypothèses suivantes :

- Durée de la période de souscription : 4 mois
- Durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription

14. Provisions non courantes

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Provisions pour retraite	14.1	4,7	3,8	4,1
Autres provisions non courantes	14.2	8,5	19,0	8,4
PROVISIONS NON COURANTES A PLUS D'UN AN		13,1	22,9	12,5

14.1. Provisions pour retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élèvent à 4,9 millions d'euros (dont 4,7 millions d'euros à plus d'un an) au 30 juin 2012 contre 4,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 (dont 4,1 millions d'euros à plus d'un an).

Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaire.

14.2. Autres provisions non courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2012 et de l'exercice 2011, les provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variations de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
31/12/2010	22,6	11,3	- 13,5	- 0,3	0,0	- 1,0	19,0
Autres avantages au personnel (*)	12,5	0,0	- 2,1	- 0,1			10,3
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	10,8	2,0	- 10,8	- 0,4			1,6
Actualisation provisions non courantes	- 0,1	0,1					0,0
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 4,1					0,7	- 3,5
31/12/2011	19,0	2,1	- 12,9	- 0,5	0,0	0,7	8,4
Autres avantages au personnel (*)	10,3	0,0	- 1,3	0,0			9,0
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	1,6	0,6	- 0,2	- 0,1			2,0
Actualisation provisions non courantes	0,0	0,0					0,0
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 3,5					1,0	- 2,4
30/06/2012	8,4	0,6	- 1,4	- 0,1	0,0	1,0	8,5

(*) Essentiellement provisions relatives aux accords de cessation anticipée d'activité des travailleurs salariés (CATS)

15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

15.1. Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	30/06/2012	31/12/2011	Variations 2012 - 2011	
			Liées à l'activité	Autres variations
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,8	1,0	0,9	0,0
Clients	86,9	76,9	10,0	0,0
Autres actifs courants d'exploitation	24,9	37,1	- 12,2	0,0
STOCKS ET CREANCES D'EXPLOITATION (I)	113,7	115,0	- 1,4	0,0
Fournisseurs	- 26,0	- 27,0	1,0	0,0
Autres passifs courants d'exploitation	- 87,8	- 90,9	3,1	- 0,0
FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION (II)	- 113,8	- 117,9	4,1	- 0,0
Besoin en fonds de roulement (avant provisions courantes) (I+II)	- 0,1	- 2,9	2,8	0,0
PROVISIONS COURANTES	- 205,8	- 196,6	- 4,1	- 5,1
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,0</i>	<i>- 0,3</i>
Besoin en fonds de roulement (après provisions courantes)	- 205,9	- 199,5	- 1,3	- 5,0

15.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2012 et de l'exercice 2011, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
31/12/2010	178,3	45,4	- 28,6	- 0,1	1,0	196,0
Remises en état	1,1	1,4	- 0,6	0,0	0,0	1,9
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	192,9	41,3	- 36,3	- 4,3	0,0	193,6
Reclassement part à moins d'un an non courant	2,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8	1,2
31/12/2011	196,0	42,7	- 36,9	- 4,3	- 0,8	196,6
Remises en état	1,9	0,0	- 0,0	- 0,5	0,0	1,4
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	193,6	21,6	- 11,6	0,0	0,0	203,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	1,2	0,0	0,0	0,0	- 0,3	0,9
30/06/2012	196,6	21,6	- 11,7	- 0,5	- 0,3	205,8

Les provisions courantes, rattachées directement au cycle d'exploitation, s'élèvent au 30 juin 2012 à 205,8 millions d'euros (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) contre 196,6 millions d'euros au 31 décembre 2011. Les provisions courantes correspondent principalement aux provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

16. Informations relatives à l'endettement financier net

16.1 Endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2012					31/12/2011				
	Non Courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total	Non Courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total
Emprunts obligataires	- 2 326,3	(1)	- 35,9	(3)	- 2 362,2	- 2 293,8	(1)	- 65,9	(3)	- 2 359,8
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	- 1 087,6	(2)	- 24,1	(3)	- 1 111,7	- 1 089,9	(2)	- 20,9	(3)	- 1 110,8
Instruments Financiers comptabilisés au coût amorti	- 3 413,9		- 60,0		- 3 473,9	- 3 383,7		- 86,9		- 3 470,6
Autres dettes financières courantes										
Découverts bancaires										
I - DETTES FINANCIERES BRUTES	- 3 413,9		- 60,0		- 3 473,9	- 3 383,7		- 86,9		- 3 470,6
dont incidence des couvertures de juste valeur	108,8				108,8	75,2				75,2
Prêts et créances			186,9	(4)	186,9			311,7	(4)	311,7
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option juste valeur)			160,8	(4)	160,8			10,4	(4)	10,4
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie				(5)	-			60,1	(5)	60,1
Equivalents de trésorerie			12,1	(5)	12,1			16,4	(5)	16,4
Disponibilités										
II - ACTIFS FINANCIERS			359,9		360,0			398,7		398,7
Instruments dérivés passifs		(2)	- 106,0	(3)	- 106,0	0,0	(2)	- 99,2	(3)	- 99,2
Dérivés	108,8	(6)	133,0	(7)	241,8	74,8	(6)	136,8	(7)	211,6
Instruments dérivés actifs			27,0		135,8			37,6		112,4
III - INSTRUMENTS DERIVES	108,8		27,0		135,8	74,8		37,6		112,4
ENDETTEMENT FINANCIER NET (I + II + III)	- 3 305,1		326,8		- 2 978,2	- 3 309,0		349,4		- 2 959,5

(*) Part courante incluant les intérêts courus non échus

Au 30 juin 2012, le Groupe affiche un endettement financier net de 2 978,2 millions d'euros en retrait de 18,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2011.

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	Réf.	30/06/2012	31/12/2011
Emprunts obligataires (non courant)	(1)	- 2 326,3	- 2 293,8
Autres emprunts de dettes financières non courants	(2)	- 1 087,6	- 1 089,9
Dettes financières courantes	(3)	- 166,0	- 186,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(4)	347,9	322,2
Disponibilités et équivalent de trésorerie	(5)	12,1	76,5
Instruments dérivés actifs non courants	(6)	108,8	74,8
Instruments dérivés actifs courants	(7)	133,0	136,8
ENDETTEMENT FINANCIER NET		- 2 978,2	- 2 959,5

Les instruments dérivés actifs/passifs qualifiés de couverture sont présentés au bilan, selon leurs maturités et leurs qualifications comptables, en autres actifs/passifs financiers non courants pour la part à plus d'un an et en autres actifs/passifs financiers courants pour la part à moins d'un an. Les instruments dérivés actifs/passifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés en autres actifs/passifs financiers courants quelles que soient leurs maturités.

16.2. Ressources et liquidités

Au 30 juin 2012, le Groupe disposait d'un montant de 860 millions d'euros de ressources disponibles (898,7 millions d'euros au 31 décembre 2011) qui se compose de :

- 360 millions d'euros de trésorerie nette gérée (398,7 millions d'euros au 31 décembre 2011), en retrait de 38,7 millions d'euros
- 500 millions d'euros constitués de lignes de crédit bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées.

Cofiroute dispose d'un programme de billets de trésorerie de 450 millions d'euros noté A-2 par Standard & Poor's, non utilisé au 30 juin 2012.

16.2.1. Echancier des dettes financières

Au 30 juin 2012, la maturité moyenne de la dette financière long terme du Groupe est de 7,1 ans (contre 7,8 ans au 31 décembre 2011).

16.2.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
EQUIVALENTS DE TRESORERIE	0,0	60,1
<i>Valeurs mobilières de placements (OPCVM)</i>	<i>0,0</i>	<i>60,1</i>
DISPONIBILITES	12,1	16,4
TRESORERIE NETTE	12,1	76,5
ACTIFS FINANCIERS DE GESTION DE TRESORERIE	347,8	322,2
<i>Valeurs mobilières de placements (OPCVM) (*)</i>	<i>10,5</i>	<i>10,4</i>
<i>Solde des comptes courants de trésorerie</i>	<i>186,9</i>	<i>311,7</i>
<i>Dépôts à terme</i>	<i>150,3</i>	<i>0,0</i>
TRESORERIE NETTE GEREE	360,0	398,7

(*) Parts d'OPCVM placées avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS7

Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont des OPCVM monétaires, des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires) et des comptes à terme ayant une maturité inférieure à 3 mois à la mise en place. Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Ces différents actifs financiers (« actifs financiers de gestion de trésorerie » et « équivalents de trésorerie ») sont gérés avec une prise de risque limitée sur le capital et font l'objet d'un contrôle de la performance et des risques associés.

L'essentiel de la trésorerie est placé auprès de VINCI Autoroutes en compte courant ou sous forme de dépôts à terme dans le cadre d'une convention de gestion de trésorerie. Les autres actifs financiers de gestion de trésorerie correspondent aux valeurs mobilières de placement nanties dans le cadre de l'épargne salariale.

Au 30 juin 2012, l'encours global géré représentait 360,0 millions d'euros.

16.2.3. Ligne de crédit bancaire

Le Groupe dispose au 30 juin 2012 d'un crédit bancaire confirmé non utilisé de 500 millions d'euros à échéance 2016 mis en place le 25 février 2011. La convention de crédit est assortie d'un ratio de levier (Dette Financière Nette/CAFICE) calculé chaque semestre qui détermine la marge applicable.

16.2.4. Covenants financiers

La documentation des financements du Groupe (emprunts obligataires, bancaires et ligne de crédit) ne comportent pas de cas de défaut définis par référence à des covenants financiers.

Par ailleurs, certains contrats de financement prévoient qu'un changement de contrôle de l'emprunteur peut constituer un cas de remboursement anticipé obligatoire ou d'exigibilité anticipée.

16.2.5. Notation de crédit

Au 30 juin 2012, le Groupe dispose d'une notation de crédit de Standard & Poor's :

- A long terme : BBB + perspective stable
- A court terme : A-2

17. Informations relatives à la gestion des risques financiers

A l'exception d'une opération de cap à départ différé au 17 novembre 2012 se substituant à une couverture de flux de trésorerie, l'exposition aux risques financiers au 30 juin 2012 est restée inchangée par rapport à celle du 31 décembre 2011 décrite en note 17 du rapport financier 2011 publié le 6 mars 2012.

E. Autres notes

18. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- La rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction ;
- Les opérations avec le groupe VINCI, avec le groupe COLAS et autres parties liées (essentiellement des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation).

Au 1^{er} semestre 2012, il n'y a pas eu de modification significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2011.

19. Obligations contractuelles et autres engagements donnés et reçus

Les engagements donnés et reçus par le Groupe au titre des contrats de concession figurent en note D.9.2. (cf. note E.21. « Transactions avec les parties liées » du rapport financier 2011 publié le 6 mars 2012).

F. Litiges et arbitrages

Cofiroute a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009 qui a donné lieu à une notification de l'administration concernant, en particulier, le traitement fiscal des intérêts intercalaires.

L'entreprise conteste la position prise par l'administration, néanmoins les risques afférents font l'objet de provisions ou de charges à payer déterminées en conséquence.

G. Événements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture des comptes au 30 juin 2012, il n'est pas survenu d'événements significatifs.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012

COFIROUTE
Société anonyme
Siège social : 6 à 10 rue Troyon - 92316 Sèvres cedex
Capital social : € 158 282 124

Mesdames Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société COFIROUTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2012.

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe BOURHIS

Deloitte & Associés

Mansour BELHIBA

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés, présentés dans le rapport financier semestriel, sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Cofiroute et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en pages 4 à 8) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Arnaud GRISON
Directeur général



Direction financière

Société anonyme au capital de 158 282 124 €
Siège social : 6 à 10, rue Troyon - 92316 Sèvres Cedex - France

RCS Nanterre 552 115 891

Photo : Pascal Le Doaré
Imprimé sur papier PEFC